Rétribution pour la réalisation de travaux à charge de tiers

Date de l'approbation par le Conseil communal: 22 décembre 2016

Date de publication: 23 décembre 2016

Article 1 - Objet

Pour les exercices d'imposition **2017 à 2021 inclus**, une rétribution payable au comptant est perçue pour la réalisation de travaux à charge de tiers.

Article 2 - Tarifs:

§1. Les coûts de réalisation de ces travaux sont calculés comme suit:

- mise à disposition de personnel et d'équipements sans chauffeur: 50 € / heure / par membre du personnel
- mise à disposition de personnel et d'équipements avec chauffeur: 80 € / heure / par membre du personnel

Le taux est majoré de 50% pour les services rendus entre 22h et 06h et 100% pour un dimanche ou un jour férié.

- coûts administratifs: forfait de € 50.00

§2. Le coût du stockage est calculé comme suit:

- €0,5/m³ et par jour pour toutes les marchandises stockées entre le moment du ramassage par la commune et l'enlèvement du bien par le propriétaire.

§3. les coûts d'enfouissement au taux de traitement en vigueur au moment du dépôt.

§4. Les coûts versés à un tiers qui a effectué des travaux pour le compte de la commune.

Article 3 - Redevable

§1. La rétribution est payable par la personne physique ou morale responsable de l'exécution des travaux nécessaires.

§2. Si cette personne n'est pas identifiée, la taxe sera officiellement établie à la charge du(es) propriétaire(s) des lieux où le travail est effectué. Tous sont solidairement responsables de payer les frais.

Article 4 - Recouvrement:

§1. La rétribution est payable immédiatement après l'exécution des travaux et la préparation du billet de recouvrement.

Le paiement de la taxe doit être fait dans le délai indiqué sur la facture.

§2. En cas de non-paiement de la rétribution, un rappel est envoyé. S'il n'y est pas donné suite, une lettre recommandée avec notification de paiement sera envoyée. Le coût de la lettre recommandée est à charge du débiteur. Pour tout deuxième rappel, le coût et les frais d'administration seront facturés à €20 euros. A défaut de paiement conformément à la lettre du rappel, le recouvrement se fera via mise en demeure conformément à l'article 94 § 2 du Décret communal.